



BANQUE DU CANADA
BANK OF CANADA

**Déclaration préliminaire de Tiff Macklem
Gouverneur de la Banque du Canada
Témoignage devant le Comité permanent des
finances de la Chambre des communes
4 mai 2026
Ottawa**

Bonjour. Je suis ravi d'être ici avec la première sous-gouverneure Carolyn Rogers pour parler du *Rapport sur la politique monétaire* trimestriel de la Banque et de notre décision de politique monétaire de la semaine dernière.

Mercredi dernier, le Conseil de direction a maintenu le taux directeur à 2,25 %.

Nous avons trois messages clés.

Premièrement, même si le Canada est secoué par des événements internationaux et des incertitudes géopolitiques, notre économie croît et devrait continuer de progresser.

Deuxièmement, les prix mondiaux plus élevés de l'énergie font monter l'inflation, qui était restée près de la cible de 2 % pendant plus d'un an. La flambée des prix de l'essence et les hausses encore élevées des prix des aliments mettent plus de Canadiennes et Canadiens sous pression.

Troisièmement, la politique monétaire a pour but de s'assurer que le bond des prix de l'énergie ne se transforme pas en inflation persistante. Nous aidons l'économie à s'ajuster aux vents contraires à l'échelle mondiale tout en maintenant l'inflation à un niveau bas et stable au fil du temps.

Laissez-moi vous en dire plus sur les perspectives économiques, les risques et les implications pour la politique monétaire.

Depuis nos dernières prévisions, en janvier, la guerre au Moyen-Orient a entraîné une hausse marquée des prix mondiaux de l'énergie, accru la volatilité des marchés financiers et perturbé l'expédition d'engrais et d'autres produits de base. Cette situation a assombri les perspectives de croissance mondiale et fait augmenter l'inflation.

Au Canada, la croissance semble avoir repris après s'être contractée à la fin de 2025. Les dépenses de consommation et les dépenses publiques contribuent à la croissance, tandis que les droits de douane américains et l'incertitude commerciale pèsent sur les exportations et les investissements des entreprises. Le marché du travail est détendu et le taux de chômage se maintient dans une fourchette de 6½ à 7 %, ce qui reflète tant la faiblesse de l'embauche que la baisse du nombre de personnes qui cherchent un emploi.

Dans sa projection, la Banque prévoit que l'économie progressera de 1,2 % en 2026, de 1,6 % en 2027 et de 1,7 % en 2028, à mesure que la croissance des exportations et des investissements des entreprises reprendra graduellement.

Avant le déclenchement de la guerre, nous nous attendions à ce que l'inflation reste près de la cible de 2 %. Mais à cause des prix beaucoup plus élevés à la pompe, l'inflation augmente. L'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC) est passée de 1,8 % en février à 2,4 % en mars. Jusqu'à présent, peu de signes montrent que la montée des cours pétroliers s'est répercutée de façon plus générale sur les prix d'autres biens et services. Il est cependant trop tôt pour voir si de telles répercussions vont se concrétiser, et nous suivrons la situation de près.

D'après les attentes récentes des marchés concernant les prix du pétrole, l'inflation devrait culminer à 3 % environ en avril et redescendre à la cible d'ici le début de l'an prochain.

La Banque du Canada s'engage à garder l'inflation près de la cible de 2 % au fil du temps. Les mesures de politique monétaire requises pour y arriver dépendront surtout de ce qui adviendra de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique, du conflit au Moyen-Orient, ainsi que des répercussions des droits de douane américains et des prix de l'énergie sur notre économie.

Le Conseil de direction s'est entendu pour regarder au-delà de l'impact immédiat de la guerre sur l'inflation, mais si les prix de l'énergie restent élevés, nous ne laisserons pas leurs effets se transformer en inflation persistante.

Selon notre prévision de référence, les prix du pétrole diminueront et les droits de douane américains resteront aux niveaux actuels. Si l'économie évolue de manière généralement conforme à cette prévision, les modifications du taux directeur devraient être modestes.

Cependant, l'incertitude est plus élevée que d'habitude et il y a de nombreuses issues possibles. La politique monétaire pourrait devoir être souple.

Si les États-Unis imposent d'autres restrictions commerciales importantes au Canada, nous pourrions devoir baisser davantage le taux directeur pour soutenir la croissance économique. Si toutefois les cours pétroliers continuent d'augmenter – et surtout, s'ils restent élevés – le risque qu'ils se transforment en inflation persistante et généralisée augmente. Dans ce cas, des hausses consécutives du taux directeur pourraient être nécessaires.

Bien sûr, ce ne sont pas là les seules issues possibles. Nous restons prêts à réagir au besoin si les perspectives changent.

Sur ce, la première sous-gouverneure et moi répondrons avec plaisir à vos questions.